

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 24/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOLVAY Rhodia Opérations

site de Salindres
rue Jean Moulin
30340 SALINDRES

Code AIOT : 0006601578

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2022 dans l'établissement SOLVAY Rhodia Opérations implanté Quartier Usine 30340 SALINDRES. L'inspection a été annoncée le 29/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLVAY Rhodia Opérations
- Quartier Usine 30340 SALINDRES
- Code AIOT : 0006601578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Groupe international de chimie, Solvay réalise 90 % de son chiffre d'affaires dans des activités où il figure parmi les trois premiers groupes mondiaux. Ses produits servent de nombreux marchés, parmi lesquels l'énergie et l'environnement, l'automobile et l'aéronautique, l'électricité et l'électronique. Le site de Salindres emploie environ une centaine de personnes. En mettant en œuvre des réactions chimiques successives au sein de deux ateliers de production, FLORIN et PPFO, il synthétise des dérivés fluorés destinés aux marchés de l'électronique (écrans LCD, des batteries de voitures

électriques, tablettes ou smartphones) , de la pharmacie et de la protection des cultures.

Le site relève du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et, au regard des activités exercées et des produits mis en œuvre, du statut SEVESO seuil haut. L'établissement est régulièrement autorisé et régi en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n°2013-41 du 26 juillet 2013 modifié.

Le thème abordé lors de cette visite d'inspection concerne la gestion des sous-traitants susceptibles d'intervenir au sein de l'établissement conformément à l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Opérations d'entretien et de maintenance (procédures sous-traitants)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Opérations d'entretien et de maintenance (surveillance)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Organisation, formation (liste des sous-traitants)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
3	Opérations d'entretien et de maintenance (permis de feu)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
5	Organisation, formation (procédures d'urgence)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
6	Gestion des situations d'urgence (exercices avec sous-traitants)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
7	Formation des entreprises extérieures (plan de formation)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
8	Formation des entreprises extérieures (contenu des formations)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Formation des entreprises extérieures (tenue des formations)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
10	Formation des entreprises extérieures (traçabilité)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
11	Formation des entreprises extérieures (vérification)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
12	Formation des entreprises extérieures (à disposition de l'inspection)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
13	Opérations d'entretien et de maintenance (habilitations)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
14	Opérations d'entretien et de maintenance (spécificités sur les MMR)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion des entreprises extérieures est correctement encadrée au sein de la société Solvay Rhodia Opérations à Salindres. L'exploitant a mis en place une organisation conséquente notamment sur l'analyse des risques associée à des procédures et permis particuliers de travail ainsi que sur les exigences, en matière de sécurité et d'environnement, que doivent respecter les entreprises extérieures en lien avec l'activité chimique exercée sur l'établissement. La formation des entreprises extérieures est également complète et fait l'objet de vérifications de bonne compréhension au préalable couplées à des visites régulières de contrôle du respect des consignes de sécurité sur le terrain. Toutefois, sur des cas particuliers, il a pu être constaté que certaines dispositions prévues par l'exploitant, dans le cadre de son système de gestion de la sécurité, n'étaient pas correctement mises en oeuvre ou tracées, points qui doivent faire l'objet de corrections.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organisation, formation (liste des sous-traitants)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Constats : L'exploitant a présenté une liste des entreprises extérieures sous-traitantes intervenant sur l'établissement qui précise les domaines d'activité liés à l'intervention ainsi que la nature des opérations (travaux neufs, maintenance). Au total, environ 20 entreprises extérieures régulières sont susceptibles d'intervenir sur le site, dont 2 sont sur le site en permanence à l'année. Chaque jour la liste des sous-traitants présents sur site est mise à jour. La liste correspondante aux sous-traitants présents le jour de l'inspection a été présentée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Opérations d'entretien et de maintenance (procédures sous-traitants)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : L'exploitant dispose de plusieurs procédures pour la gestion des entreprises extérieures dont notamment : - une procédure d'exécution de travaux et autorisation de travail qui s'applique à chaque entreprise intervenante (y compris de manière explicite aux sous-traitants). Cette procédure décrit les étapes conduisant à la délivrance de l'autorisation de travail (description des travaux, dangers identifiés, mesures de prévention/protection) ; - une fiche d'exigence présentant les prérequis exigés en matière de certifications et habilitations dont doivent disposer les entreprises intervenantes. Cette fiche prévoit un accueil sécurité systématique pour chaque personnel intervenant ; - la procédure relative à l'élaboration du plan de prévention.
Par principe, l'autorisation de travail est obligatoire pour tout travail sur le site de Solvay / GIE de Salindres mettant en œuvre des intervenants extérieurs avec des risques liés à la fabrication, au procédé ou aux produits mis en œuvre, à l'intervention, aux installations (appareils, machines, matériels), à la co-activité. La procédure prévoit l'obligation de respecter des consignes de sécurité et de mettre en œuvre des mesures de prévention pour les interventions présentant des dangers importants. Ces interventions sont identifiées dans le plan de prévention et des procédures spécifiques sont prévues pour chacune d'entre elles (travail en ATEX, espace confiné ...). Les modalités d'application sont précisées. Les procédures mises en place prévoient pour certaines opérations relatives à des tâches récurrentes et bien identifiées, la possibilité de déroger aux dispositions applicables aux ouvertures de chantier. Cette dérogation est délivrée par le service QHSE après analyse du travail prévu et d'une visite des zones d'intervention. La procédure identifie de manière exhaustive la liste des tâches pouvant obtenir cette dérogation et la liste des entreprises extérieures pouvant l'obtenir.

L'autorisation de travail est délivrée dans le cadre d'un plan de prévention établi tant pour les opérations courantes (PPOC) que pour les opérations particulières. Ce plan de prévention est validé conjointement par Solvay, le responsable des travaux et le représentant de l'entreprise extérieure habilité. Il peut être ponctuel ou annuel. Dans ce dernier cas une réunion journalière est prévue avec l'entreprise extérieure.

L'autorisation de travail peut prévoir l'obtention de permis spéciaux selon la nature des risques et dangers identifiés (permis de feu, travail produits dangereux, travail en zone ATEX...).

Le jour de la visite deux PPOC et un plan de prévention particulier correspondant des entreprises extérieures présentes ou ayant réalisé une intervention la veille de l'inspection ont été demandés par sondage.

Pour un intervenant, présent le jour de l'inspection, le plan de prévention n'a pas pu être présenté. Toutefois, l'intervention de cette entreprise était bien couverte par la délivrance d'autorisations de travail. Ainsi l'exploitant, pour cette entreprise extérieure, n'a pas été en capacité de justifier du respect de sa procédure qui prévoit que tout intervenant sur son site doit être signataire d'un plan de prévention (procédure 406AC001) ou de celle prévoyant que l'autorisation de travail est donnée dans le cadre d'un plan de prévention (procédure 208HSE04). L'exploitant doit donc s'assurer de manière systématique de la mise en œuvre correcte de ses procédures de maîtrise d'exploitation vis-à-vis des entreprises sous traitantes et définies dans le cadre de son système de gestion de la sécurité, comme imposé à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement.

Observations : Le jour de la visite, le plan de prévention PPOC d'une entreprise intervenante à l'année a été présenté dont la dernière version est datée du 14/02/2022. Le plan de prévention prévoit un engagement indiquant que le responsable de l'entreprise extérieure fasse connaître à ses personnels les risques auxquels ils sont exposés et les mesures prises pour les prévenir. La vérification formelle par l'exploitant de la tenue cet engagement n'est toutefois pas tracée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Opérations d'entretien et de maintenance (permis de feu)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Le permis de feu est exigé pour un travail par point chaud haute énergie ou concernant une zone à risque identifiée. En particulier un travail par point chaud en zone ATEX est interdit. Les permis de feu mis en œuvre par l'exploitant précisent la nature des travaux concernés, prévoient le renouvellement obligatoire de la signature en cas d'interruption des travaux sans surveillance du chantier et à chaque changement d'équipe, détaillent les moyens de préventions mis en place. Le permis de feu trace enfin les contrôle et surveillance réalisés en fin de chantier pour s'assurer de l'absence d'anomalie vis-à-vis du risque d'incendie. Cette surveillance est prévue sur une durée de 4 heures dès lors qu'un risque particulier est identifié par l'analyse de risques dans un rayon de 10 m autour du chantier. Cette surveillance est réalisée par le propriétaire de l'installation (exploitant). Enfin le contrôle final horodaté de l'exploitant attestant que rien d'anormal n'a été constaté permet de clôturer le permis. Le jour de l'inspection, aucune entreprise sous traitante n'était présente sur le terrain avec délivrance d'un permis feu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Opérations d'entretien et de maintenance (surveillance)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Chaque ouverture de chantier (sauf dérogation spécifique délivrée par le service QHSE) fait l'objet d'une autorisation de travail signée à chaque poste par l'entreprise extérieure et du personnel Solvay habilité, en lien avec l'intervention et/ou le secteur concerné. L'un des deux permis de feu consulté par sondage sur une intervention datant de fin octobre (pas de permis de feu le jour de la visite) ne trace pas le suivi sur 4 heures du risque incendie après la fin de l'intervention, alors que l'analyse des risques identifiait la présence d'un chemin de câbles dans le rayon de 10 m. L'exploitant doit s'assurer de la bonne formalisation du suivi du risque incendie effectué dans les heures suivant la fin de l'intervention ainsi que le prévoit la procédure 208HSE13 relative aux permis de feu,, comme imposé à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Organisation, formation (procédures d'urgence)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
Constats : La formation de toute personne entrant sur le site se fait de façon dématérialisée via l'accueil sécurité. Cette formation aborde la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident, notamment en ce qui concerne le schéma d'alerte interne à appliquer en cas d'événement. Cette formation est sanctionnée par un test de compréhension des consignes présentées. La formation revient sur les risques encourus sur le site et sur la notion de Seveso. Les opérateurs des entreprises extérieures interrogées le jour de la visite sont conscients des risques et connaissent la conduite à tenir en cas d'alerte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Gestion des situations d'urgence (exercices avec sous-traitants)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.</p> <p>Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.</p> <p>Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
<p>Constats : Les règles d'évacuation sont dispensées lors de l'accueil sécurisé. Le personnel sous-traitant n'intervient pas directement en cas d'accident. Le plan d'opération interne fait l'objet d'un exercice annuel et des tests mensuels sont réalisés.</p>
<p>Observations : L'exploitant ne prévoit pas particulièrement la participation des entreprises extérieures aux exercices POI, même si elles peuvent ponctuellement y être associées si un essai concerne une zone dans laquelle elles interviennent.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Formation des entreprises extérieures (plan de formation)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p>
<p>Constats : Chaque intervenant d'entreprises extérieures doivent visionner un film avant de pouvoir obtenir leur badge d'accès au site.</p> <p>Le film concerne les risques encourus sur la plateforme chimique (incluant les risques de la société Axens et de la société Solvay), les règles de sécurités générales sur le site, les EPI... Ce film est suivi d'un QCM. En cas d'échec le badge n'est pas délivré.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Formation des entreprises extérieures (contenu des formations)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Le contenu de la formation est en adéquation avec les risques encourus et n'appelle pas de remarques particulières.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Formation des entreprises extérieures (tenue des formations)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Ces informations sont dispensées lors de l'accueil sécurité et rappelées lors de l'élaboration des plans de prévention. Cette formation indispensable pour obtenir le badge d'accès est valide pour une durée de 2 ans. À l'issue, la formation doit être refaite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Formation des entreprises extérieures (traçabilité)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Les formations font l'objet d'une traçabilité au sein d'une base de donnée précisant nominativement pour chaque intervenant extérieur la validité des habilitations requises (GIES, MASE) ainsi que la date de validité de l'accueil sécurité déclenchant le prochain recyclage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Formation des entreprises extérieures (vérification)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p>
<p>Constats : Les formations sont disponibles en version dématérialisée. Les intervenants extérieurs doivent en outre répondre aux exigences d'habilitations définies par l'exploitant comme prérequis (habilitations MASE et risques chimiques GIES). Sur le terrain des visites de contrôle de la bonne application des consignes de sécurité sont réalisées et durant lesquelles les sujets HSE sont abordés. En 2021, 479 visites ont été réalisées dans ce cadre, 507 en 2022 à fin octobre. En outre une réunion avant l'ouverture du chantier et après la fin du chantier en fin de journée est organisée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Formation des entreprises extérieures (à disposition de l'inspection)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p>
<p>Constats : Un tableau de suivi avec les dates de validité est disponible et a été présenté. Si les entreprises extérieures oublient de repasser la formation, le badge d'accès au site est de toute façon désactivé.</p> <p>Les personnes d'entreprises extérieures présentes sur le site le jour de la visite figurent dans le tableau de suivi.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Opérations d'entretien et de maintenance (habilitations)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : La fiche d'exigences QHSEE pour les interventions des entreprises extérieures mentionne que les personnels intervenants doivent avoir la certification MASE qui assure qu'elles ont une culture du risque, doivent disposer d'une habilitation risques chimiques en cours de validité (3 ans) de niveau 1 pour le personnel intervenant et de niveau 2 pour le personnel encadrant. Enfin, le plan de prévention doit être signé par une personne habilitée GIES niveau 2 pour l'entreprise extérieure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Opérations d'entretien et de maintenance (spécificités sur les MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Les interventions réalisées sur les composantes des mesures de maîtrise des risques instrumentées (MMRi) font l'objet d'habilitations spécifiques. Une seule entreprise extérieure est susceptible d'intervenir sur les MMRi. Dans ce cadre, l'exploitant dispose d'une matrice de compétences qui permet de suivre le respect des prérequis exigés pour chaque intervenant de l'entreprise extérieure. Les formations spécifiques sont réalisées par compagnonnage de l'exploitant sur la base de ses procédures puis de manière descendante à l'ensemble des intervenants de l'entreprise sous-traitante. L'évaluation des compétences est revue périodiquement lors de revues mensuelles. L'exécution des tâches évaluées comme étant maîtrisées sont autorisées en autonomie. À défaut celles-ci font l'objet d'une vérification par une personne évaluée compétente. Les personnes présentes sur le site le jour de la visite et intervenant sur les MMR figuraient bien dans la matrice des compétences. Enfin la fiche d'intervention sur une MMRi consultée par sondage lors de la visite était bien signée par un intervenant avec le bon niveau de compétence selon la matrice de l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet